



Déclaration du SNU Pôle emploi FSU

Depuis bientôt 3 mois, l'Intersyndicale, soudée face à l'injustice, la brutalité et l'inutilité de la réforme des retraites, a porté des revendications claires : pas de recul de l'âge de départ, ni d'allongement de la durée de cotisations. Face à cela, l'Intersyndicale s'est heurtée à des refus nets de la part de l'exécutif. Malgré des semaines de mobilisation pacifique, le gouvernement, avec mépris, arrogance et déni de légitimité des organisations syndicales, est passé en force. Maintenant, il voudrait qu'on tourne la page et qu'on reparte comme s'il ne s'était rien passé... alors que 70% des citoyens s'opposent toujours à cette réforme.

L'intersyndicale nationale affiche un positionnement affirmé de retrait de tout cadre de dialogue social jusqu'au 1er mai.

Le mouvement social et les organisations syndicales ne tournent pas la page, le dossier des retraites n'est pas clos, bien au contraire. Cette loi s'inscrit dans « objectif plein emploi », qui conduit aussi au prochain projet de loi sur le travail dont nous serons un des secteurs concernés. Nous pouvons craindre le pire pour le « peuple d'en bas », avec toujours plus de cadeaux pour « les seigneurs d'en haut ».

Aussi, dans ce contexte, le SNU FSU refuse de s'asseoir à la table des relais de l'exécutif jusqu'au 1er mai. Le dialogue, si on peut l'appeler ainsi, ne peut avoir lieu face à la brutalité, au mépris et à la violence que nous, travailleur.ses, syndicalistes, représentant.es du personnel, subissons.

Le SNU vous demande donc le report de toutes les réunions / instances nationales, régionales, territoriales jusqu'au 1er mai.

Le 18 avril 2023.



 @snu.pole.emploi.fsu

 @SnuPoleEmploi

 @snupoleemploi

 @snupoleemploifsu

www.snutefifsu.fr

syndicat.snu@pole-emploi.fr